Capital et idéologie [Thomas Piketty]

Autor(en): **Ghelfi, Jean-Pierre**

Objekttyp: **BookReview**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): **- (2020)**

Heft 2268

PDF erstellt am: **08.08.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

http://www.e-periodica.ch

Un manifeste pour une société juste

Thomas Piketty, «Capital et idéologie», Ed. du Seuil, Paris, 2019, 1232 pages

Jean-Pierre Ghelfi - 19 décembre 2019 - URL: https://www.domainepublic.ch/articles/35884

«La société juste est celle qui permet à l'ensemble de ses membres d'accéder aux biens fondamentaux les plus étendus possible. Parmi ces biens fondamentaux figurent notamment l'éducation, la santé, le droit de vote, et plus généralement la participation la plus complète de tous aux différentes formes de la vie sociale, culturelle, économique, civique et politique. La société juste organise les relations socio-économiques, les rapports de propriété et la répartition des revenus et des patrimoines, afin de permettre à ses membres les moins favorisés de bénéficier des conditions d'existence les plus élevées possible. La société juste n'implique pas l'uniformité ou l'égalité absolue. Dans la mesure où elle résulte d'aspirations différentes et de choix de vie distincts, et où elle permet d'améliorer les conditions de vie et d'accroître l'étendue des opportunités ouvertes aux plus défavorisés, alors l'inégalité des revenus et de propriété peut être juste. Mais ceci doit être démontré et non supposé, et cet argument ne doit pas être utilisé pour justifier n'importe quel niveau d'inégalité, comme cela est trop souvent fait.» (p. 1113)

Cette longue citation de *Capital et idéologie* résume tout le propos et toute l'ambition de son auteur, Thomas Piketty. Ce livre n'est pas à proprement parler un ouvrage d'économie consacré aux inégalités de toute nature dans le monde.

C'est d'abord un manifeste pour une société juste. La présentation et la description des multiples aspects des inégalités ne visent pas tant à enrichir les statistiques — même si Thomas Piketty et une soixantaine d'instituts universitaires de par le monde ont progressivement constitué la plus vaste base de données sur ce thème. Tous les chiffres, tableaux et graphes présentés ont pour but principal de montrer que les inégalités s'opposent à l'instauration d'une société juste.

L'ouvrage est certes trop technique et trop volumineux pour constituer un manifeste que chacun pourrait brandir lors de manifestations dénonçant les dérives du capital, mais l'intention et l'objectif sont bien là.

Rien de naturel

Les inégalités n'ont rien de naturel nous dit Piketty. Elles ont été fabriquées de toutes pièces. Elles sont le produit d'idéologies changeantes selon les époques et les régimes. Mais elles ont toujours eu le même objectif: justifier les inégalités en les qualifiant de naturelles, d'inévitables, même de nécessaires.

Capital et idéologie entend démontrer que les inégalités, surtout lorsqu'elles se perpétuent et atteignent des proportions excessives, constituent une perversion de l'article premier de la Déclaration universelle des droits de l'homme, adoptée le 10 décembre 1948 par l'Onu: *«Tous les êtres humains naissent libres et égaux en dignité et en droits. Ils sont doués de raison et de conscience et doivent agir les uns envers les autres dans un esprit de fraternité.»*

Le fonctionnement de nos sociétés s'est tant éloigné de la mise en pratique de ce principe qu'il est devenu indispensable de proposer un nouveau modèle. L'instrument pour réduire les inégalités réside dans une conception revue et renouvelée de la fiscalité qui doit devenir beaucoup plus progressive, aussi bien sur les revenus, les fortunes que sur les héritages. Mission impossible? Piketty est persuadé du contraire. La très forte progressivité de l'impôt que des pays comme les Etats-Unis et la Grande-Bretagne ont appliquée dans les années 1950-1970 est allée de pair avec une croissance de l'économie qui n'a jamais été aussi élevée (les fameuses Trente Glorieuses de Jean Fourastié).

Le contraire est vrai

A partir de 1980, le paradigme a changé. Les partisans du nouveau libéralisme sont parvenus à faire prévaloir l'idée qu'une telle progressivité de l'impôt serait confiscatoire et qu'elle condamnerait les pays qui la pratiquerait à la stagnation économique.

C'est pourtant le contraire qui est vrai. Au cours de la période récente, les inégalités ont recommencé à s'envoler pour prendre des proportions considérables, alors même que les salaires des travailleuses et travailleurs ont pratiquement cessé de progresser et que, d'une manière générale, le rythme de développement a très nettement ralenti. Les inégalités ne sont pas propres aux pays développés. Elles ont pris, si faire se peut, des proportions encore plus sidérantes dans les anciens pays communistes que sont la Russie et la Chine, toute populaire qu'elle continue de se désigner.

Les inégalités, hormis qu'elles heurtent la conscience, peuvent aussi avoir des effets délétères. Elles avaient atteint des niveaux encore plus extrêmes au 19e siècle. On ne peut s'empêcher de penser que cette situation a contribué à plonger de nombreux pays, en Europe et ailleurs, dans la folie d'autodestruction de la première moitié du 20e siècle. Piketty ne le dit pas explicitement (sauf erreur), mais comment ne pas imaginer que l'accaparement actuel du pouvoir et des richesses par un petit nombre pourrait lui aussi provoquer de nouvelles violences?

Une très forte progressivité des impôts doit permettre de financer la couverture des dépenses publiques pour la santé, l'éducation, l'enseignement, la formation professionnelle initiale et continue, la préservation du milieu naturel, la retraite. Ces financements, selon Piketty, doivent être suffisants pour que tout le monde, surtout les plus modestes, puissent bénéficier de ces prestations.

Un nouveau socialisme participatif

Les inégalités sont étroitement liées à la propriété et à sa transmission. Lorsque l'esclavage a été aboli, les colons ont été indemnisés pour couvrir le préjudice de ce qui a été considéré comme une *«expropriation»*. A aucun moment cependant, l'idée même d'en faire autant pour les torts subis par les ex-esclaves n'a été envisagée.

Pour autant, Piketty n'entend pas abolir la propriété. Il propose plutôt, au moyen d'une fiscalité adéquate, de faire tourner la propriété — qu'il dénomme *«propriété sociale»* — , de manière que chaque génération doive en quelque sorte la conquérir par son travail et ses propres mérites.

Comment mettre en œuvre une modification si profonde du fonctionnement de la société? Piketty ne cache pas que le mieux serait de procéder à l'échelle mondiale. La perspective étant aléatoire et lointaine, ces objectifs devraient être mis en place progressivement dans un pays ou un groupe de pays dont les populations les partageraient, la France et l'Union européenne, par exemple.

A l'évidence, la pratique prendra plus de temps à se réaliser qu'il n'en a fallu pour en formuler la théorie. *Capital et idéologie* tient donc plus du manifeste que d'un guide pratique. Mais n'est-ce pas le propre d'un manifeste de formuler des propositions utopiques dont l'application changerait la face du monde?

Les inégalités portées aux niveaux qu'elles ont atteints sont mortifères. Une forte progressivité des impôts sur le revenu, la fortune et l'héritage doivent permettre d'édifier le monde juste que Thomas Piketty appelle de ses vœux. Il est convaincu que cette perspective égalitaire est possible. Elle dessinerait, dit-il, les *«contours d'un nouveau socialisme participatif du 21e siècle»*.